

Égalité des droits : Assez discuté, légiférez !

Lors des dernières élections, les lignes semblaient claires : l'UMP s'opposait à l'ouverture du mariage aux homos, le PS promettait « le droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples », « l'ouverture de la PMA à toutes les femmes, seules ou en couple » ainsi que « l'abandon de l'obligation de stérilisation, de prise de traitement hormonal ou d'opérations chirurgicales préalablement au changement d'état-civil pour les trans ». Tous les partis de droite étaient contre l'égalité des droits. Le PS et les partis de gauche étaient pour.

À l'heure de légiférer, les socialistes hésitent, donnent l'impression de ne pas s'y être préparés : « la PMA on verra plus tard... », « Oui oui, il y aura "mariage pour tous", mais on ne l'assume pas vraiment, donc les maires qui refuseront auront notre bénédiction... ». Pire, ils laissent les opposants à l'égalité des droits exprimer leur haine homophobe sans jamais la condamner et leur donnent même des gages (« liberté de conscience »). Quant à légiférer sur les papiers d'identité des trans, la question n'est même plus à l'ordre du jour. C'est d'autant plus insupportable et incompréhensible que – première historique – le PS dispose de la majorité partout (régions, départements, Assemblée, Sénat) !

Comment supporter l'étalage de pleuteries gouvernementales, de reniements socialistes, d'étonnements journalistiques, de niaiseries catholiques auquel nous assistons ces derniers mois ?

Cela ne date pourtant pas d'hier. Au début des années 90, l'épidémie de sida a vu les pédés mourir en nombre et laisser derrière eux leurs partenaires sans aucun droit. Depuis, l'accès au mariage est une revendication forte de notre communauté, qui ne s'est traduite que par un succédané, le Pacs, avec toute la frilosité du PS que l'on sait. Treize ans après, l'opinion publique y est favorable, onze pays ont ouvert le mariage aux couples homosexuels dont six membres de l'Union Européenne. Que cherche le PS en portant cette mesure sur la pointe des pieds ?

Ces tergiversations s'inscrivent de surcroît dans une politique globale de droitisation : abandon de la renégociation promise du TSCG, report à perpète du droit de vote des résidents étrangers, abandon du récépissé de contrôle d'identité, continuité Guéant-Valls dans le harcèlement et l'expulsion des Roms et des étrangers en général, aucun changement pour le droit au séjour, silence complice lors des sorties sur l'aberrant « racisme anti-blanc », loi liberticide contre le terrorisme et création calamiteuse de terrorisme intérieur, refus de dialogue autour du projet d'aéroport de Nantes, répression violente des manifestantEs...

Nous exigeons la fin des inégalités qui subsistent entre homos et hétéros. Il n'y a aucune raison objective (ni juridique, ni financière) de maintenir le mariage, l'adoption et la PMA comme des privilèges de l'hétérosexualité. Nous exigeons des droits pour les trans qui doivent avoir sans contraintes les papiers de leur choix. L'État doit agir pour mettre fin à des années d'oppression des gouines, des trans et des pédés et enfin clouer le bec à l'homo-lesbo-trans-phobie.

Il faut combler les vides juridiques pour les gouines et les pédés qui ont des enfants. Il faut éviter que des femmes prennent des risques avec des inséminations « maison » ou des traitements non contrôlés à l'étranger. Il faut lutter contre le business des PMA qui se met en place dans certains pays européens. Il faut l'égalité des droits !

Et on voudrait encore nous faire attendre ! Mais attendre quoi ? La retraite de Christine Boutin ? Les récents atermoiements du gouvernement et la mobilisation des forces réactionnaires nous montrent qu'il nous faut à nouveau crier pour défendre nos droits.

**Mariage, adoption, PMA, papiers pour toutEs,
ou plus de mariage, plus de filiation,
plus de papiers du tout !**

LESPANTHÈRESROSES
gouines, trans et pédés à l'offensive!
www.pantheresroses.org

